

Maître d'ouvrage

Ministère chargé des transport

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

16, rue Antoine Zattara

CS 70248

13 331 Marseille cedex 3

Téléphone : 04.86.94.68.00

Courriel : sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

Route Nationale n° 85

Travaux de confortement des berges de la Bléone

Commune d'Aiglun (04)

D.C.O.E.

Bordereau 1

1.3 : PGCSPS

Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

16, rue Antoine Zattara

CS 70248

13 331 Marseille cedex 3

Téléphone : 04.86.94.68.00

Courriel : sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

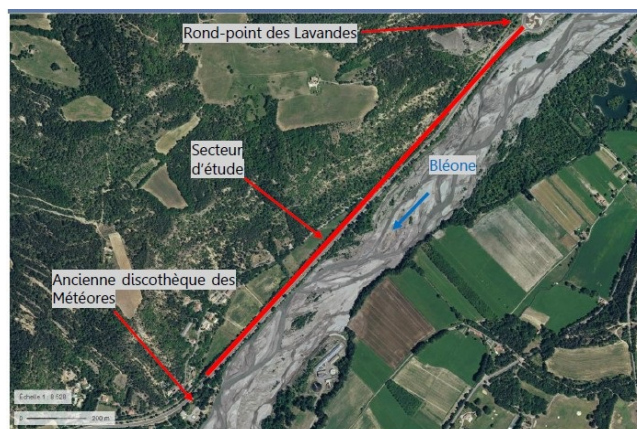
Direction interdépartementale des routes nationales
MÉDITERRANÉE

www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Les Berges de la Bléone

Catégorie opération 2



RN 85
04000 DIGNE LES BAINS

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	27/08/2025	Plan Général de coordination
2	09/09/2025	V2=>MAJ selon remarques MOA

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	12
2.2 NATURE DE SOL.....	12
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	12
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	13
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	14
2.6 DIVERS.....	15
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	16
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	16
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	16
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	17
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	18
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	19
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	20
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	21
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	21
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	22
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	22
3.5.2 Travaux divers	23

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	23
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	25
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	26
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	26
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	27
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	29
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	31
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	31
5.2 CANTONNEMENTS.....	31
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	33
5.3.1 Mise en place bungalows	33
5.3.2 Cantonnement à étages.	33
5.3.3 Installation électrique.....	33
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	35
6.1 ORGANISATION.....	35
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	36
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	36
6.2.2 Interdiction de fumer	36
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	37
7.1 PPSPS	37
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	37
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	38
8 Annexes	39
Panneau : En cas d'accident.....	39

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

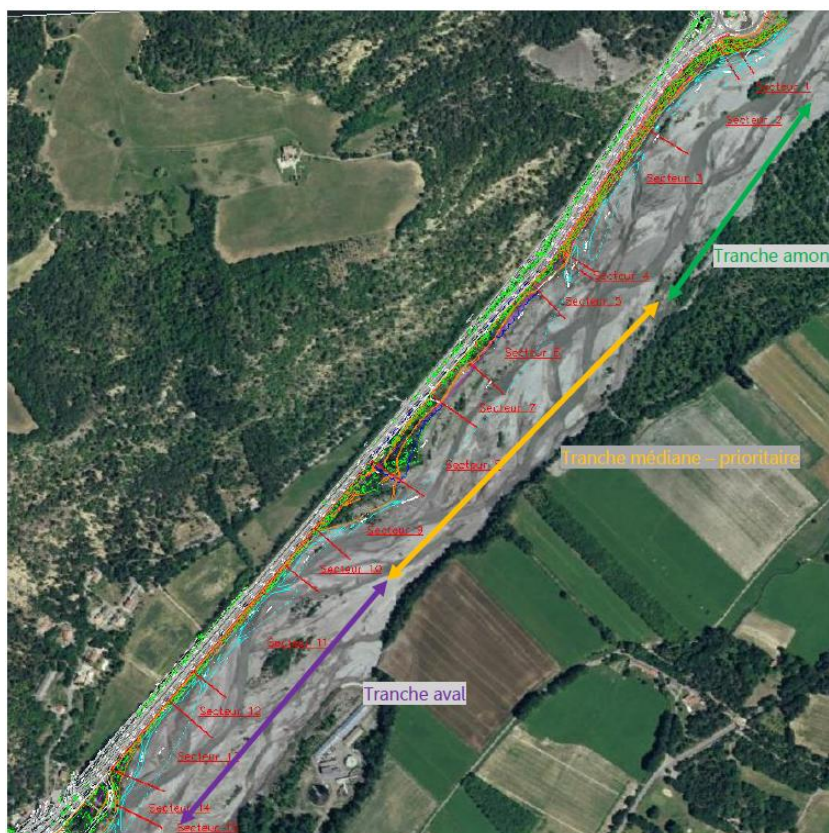
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

Les Berges de la Bléone

RN 85

04000 DIGNE LES BAINS



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Confortement des berges de la Bléone avec travaux spécifiques.

Le projet de confortement de berge s'étend sur 1 600 mètres entre le carrefour giratoire des Lavandes, coté amont de la Bléone, et l'ancienne discothèque « Le Météore », coté aval. Ce confortement sera végétalisé dans sa partie supérieure. Le démontage des confortements existants et la réalisation du nouveau confortement au plus près de la route permettront d'augmenter l'espace de mobilité de la Bléone. (lot 1)

Le dossier prévoit la mise en place d'un ensemble de mesure d'évitement et de réduction classiques: limitation de l'emprise des travaux, mise en défens, notamment des arbres à cavités, mise en place de dispositifs de lutte contre la pollution et la mise en suspension de matière à l'aide de bassins provisoires, dispositifs préventifs et curatifs de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, adaptation du calendrier de travaux (lot 1)

Le lot 2 correspond à la réalisation des mesures de réduction et de compensation.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

sans objet

Nature de la couverture / toiture

sans objet

Nature des façades

sans objet

Autres

Au regard du caractère évolutif du secteur d'étude, de nombreuses adaptations en phase chantier sont prévues (réemploi de certains blocs, dimensionnement des bassins de décantation, risque demise en eau suivant le niveau de la nappe).

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	DIRMED / SIR 13 RUE ANTOINE ZATTARA 13331 MARSEILLE CEDEX 3	
------------------	---	--

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - Travaux de confortement mixte des berges
- N°02 - Travaux de réalisation des mesures de compensation et réduction

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 01/09/2026 pour une durée de 5 mois, y compris la période de préparation. Le lot 1 comporte une tranche ferme et deux tranches optionnelles sur 2027 et 2028.

L'effectif prévisionnel sera de 15.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉrimAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER

RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.

La plupart des prestataires, ceux notamment qui viennent de manière récurrente, feront une inspection commune avec le CSPS et devront un PPSPS conforme au PGC et code du travail

Circulation au voisinage du chantier

Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de tout type de circulation (automobile, piétonne, ferroviaire, maritime, ...) doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions des différents codes et/ou réglementations applicables au lieu du chantier. Elles devront être soumises aux services gestionnaires concernés et conformes à leurs demandes.

Utilisation des protections collectives : mesures générales

De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.

Installation de chantier

Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.

Balisage de chantier

Mettre en place un balisage de chantier, pour la durée totale des travaux. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...).

En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS. Sur les chantiers de canalisation, le barriérage est compliqué du fait

du linéaire. Il est recommandé aux entreprises de fermer les fouilles lors de son départ quotidien du chantier.

Zone de cantonnement

Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.

Risques de chute de hauteur

Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc.

Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.

Risques liés aux armatures et tubes en attente

L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC

Port des EPI

Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).

(casque, chaussures, gilet) et autres en fonction de l'exposition sont obligatoires sur le chantier.

Risques liés aux accès à des parties d'ouvrage inachevées

Lorsqu'une partie d'ouvrage n'est pas livrable au service du chantier, en raison de son caractère inachevé, et dont l'accès présente des dangers pour les personnes, elle sera nettement délimitée et visiblement signalée par l'entreprise qui en est chargée.

Moyen communs

L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.

vestiges historiques

Lorsque les travaux mettent au jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit le signaler au maître d'œuvre et faire la déclaration réglementaire au maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite. Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas déplacer ces

objets ou vestiges sans autorisation de la personne responsable du marché. Il doit mettre en lieu sûr ceux qui auraient été détachés fortuitement du sol.

travail isolé

La présence d'un travailleur isolé est strictement interdite conformément notamment au décret n° 95-608 du 6 mai 1995 consolidée au 01 janvier 1997 (utilisation d'un système d'arrêt de chute) et du décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010.

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Voir les documents géotechniques G2 PRO joint au DCE

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise du lot principal, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés.

Localisation des réseaux : le lot principal doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, le lot concerné entretiendra les repérages pendant toute la durée des travaux.

AIPR

l'obligation de compétences pour les personnels intervenant à proximité des réseaux est applicable au 1er janvier 2018. Dans le cadre de la réforme « anti-endommagement », cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité et signifie que l'employeur, devra délivrer une AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux) aux salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

rappel:

l'absence de personnel ayant reçu la formation AIPR et exécutant des travaux proximité des réseaux est considérée comme une situation de danger grave et imminent pour la vie et la santé des travailleurs et fera l'objet d'un arrêt des travaux en cours.

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les opérations liées à ce chantier implique une gestion des avoisinants, des mesures particulière doivent de ce fait être mise en place des le début du chantier.

-Les entreprises devront se rapprocher des services compétents en ce qui concerne l'ensemble des autorisations à obtenir, arrêtés de voirie, convois exceptionnels, enlèvement de déchets, (Permis de voirie, circulations, occupation du sol et divers) etc.

-Respect de l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation

Panneau de chantier:

L'entreprise principale réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d'œuvre.

Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R8221-1 du Code du Travail.

Installation pendant la phase de préparation de chantier, entretien autant de fois que nécessaire et dépose en fin de chantier

Affichage:

"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" et "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"

De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier et clôture de chantier en nombre suffisant.

Lot chargé de la mise en œuvre : Lot principal désigné

Installation pendant la phase de préparation de chantier, entretien autant de fois que nécessaire et dépose en fin de chantier.

NOTA:

Le lot nommé "Lot principal" ci après désigne les lots 01 et 02

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Etablissement d'un PIC en phase travaux préparatoires	Intégrer les différents flux (Client / Travaux / Services), les installations de chantiers et les zones de travaux et de stockages	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Clôture	Mise en place d'une clôture de chantier	Sur les zones près des voies publiques à définir dans PIC	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Portail et portillon	Portail à l'entrée du chantier	Depuis le Giratoire de AUROUZE	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Homme trafic	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Toute entreprise concernée	Toute entreprise concernée

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Panneau de signalisation / itinéraire Mise en place de toute la signalisation routière obligatoire suivant la réglementation en vigueur.	En amont des sorties véhicules et sur les clôtures de chantier. A préciser sur le PIC	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Grue et engin de levage	Suivant nature des travaux	Suivant PIC et après validation de ce dernier par la MOE et le CSPS	Chaque lot utilisateur	Chaque lot utilisateur
Divers	Autorisation de voirie sur le domaine public et arrêté de circulation, besoins pour toutes entreprises durant l'opération	Emprise sur le domaine public	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de défaillances, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sur simple constatation, sans préavis ni mise en demeure, pourra faire réaliser la prestation par une entreprise spécialisée aux frais et risque des entreprises présentes sur le chantier, au prorata du montant de leur marché.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	A définir selon phasage travaux	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Accès secondaire	A définir selon phasage travaux	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Gardiennage	A voir dans CCTP	Suivant CCTP	Suivant CCTP
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	L'ensemble des personnel présent sur le chantier, devront être en mesure de présenter leurs carte de la Pro BTP	Ensemble des entreprises et sous traitant	Ensemble des entreprises et sous traitant
Liste du personnel	-Support papier sur le chantier-Selon besoins spécifiques du chef d'établissement	Ensemble des entreprises et sous traitant	Ensemble des entreprises et sous traitant

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de défaillances, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sur simple constatation, sans préavis ni mise en demeure, pourra faire réaliser la prestation par une entreprise spécialisée aux frais et risque des entreprises présentes sur le chantier, au prorata du montant de leur marché.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les flux personnels / véhicules doivent faire l'objet d'une attention particulière. De ce fait une séparation des cheminement doit être intégré sur le chantier aux endroits des passage routiers.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Par l'homme trafic ou homme de manœuvre	Suivant le plan installation de chantier	Chaque lot	Chaque lot
Voie intérieure	Établir, un plan de circulation et de signalisation en privilégiant la spécialisation des différentes voies (engins, véhicules de service, piétons).	Suivant le plan installation de chantier	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Aire de livraison	Mise en place et matérialisation d'une aire de livraisons. Aires carrossées internes au chantier	Dans l'enceinte du chantier voir PIC et Plan du site, a proximité des zones de travaux	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Quai de déchargement	Aires carrossées internes au chantier	Dans l'enceinte du chantier voir PIC et Plan du site, a proximité des zones de travaux	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Aire de stationnement	Aire pouvant recevoir des véhicules légers (MOA-MOE contrôleurs)	A étudier suivant les zones urbaines impactées	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p>Les têtes de talus lors de la phase de voirie seront bordées de K5C suffisamment réparties afin de les rendre visibles . Celles ci pourront éventuellement limiter également un cheminement piétons si besoin (chainette entre K5) Ceci pour les talus supérieurs à 34 degré (3 pour 2)</p> <p>Panneaux d'information Signalisation des différentes zones (Stockage / livraison / circulation / base vie)</p>	Depuis le PIC une signalisation avec des repères visuels est à mettre en place	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Homme de manœuvre	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Chaque lot	Chaque lot
Avertisseur de manœuvre	Sur engins de chantier et camions de livraison	Sur engins de chantier et camions de livraison	Chaque lot	Chaque lot
Nettoyage avant sortie	Aire de lavage avec récolte des boues	Voir PIC et Plan du site	Lot principal désigné	Lot principal désigné

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil sécurité, présentation et visite du chantier des compagnons	Selon PIC depuis l'entrée du chantier	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Accès au cantonnement	Une voie d'accès libre de tout obstacle, et en état de surface permettant un accès en tenue de ville.	Depuis le PIC mise en place d'une voie indépendante et matérialisée.	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Aires carrossées à réaliser avec séparation physique	Entre Poste de travail et base de vie	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Séparation piétons/véhicules	Barrières rigides type style police	Selon PIC	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Escalier provisoire	Escalier ou échelle de chantier selon les pentes des talus à accéder.	Suivant travaux	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Cheminement sur chantier	Par cheminement balisée et protégée de tous risques => Des pentes trop raides sont contraires aux conditions de travail normale. Des marches seront créés avec mains courantes afin de pouvoir circuler en sécurité et répondre aux contraintes du chantier en terme de circulation.(pas plus de 10% de pente piétonne)	Selon plan installation de chantier ou extraits de plans phasés	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Signalisation	Panneaux / affichage et signalétique Signalisation des têtes de talus au delà de 34° (3 pour 2)	Zone de circulation	Lot principal désigné	Lot principal désigné

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les approvisionnements doivent être organisés en tenant compte de la nature de l'ouvrage à construire et de son environnement. Les aires de stockage, les circulations internes et externes doivent être clairement définies et cela nécessitera la mise en place d'une gestion logistique par les entreprises.

Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.

Limitation des manutentions manuelles Les déchargements et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter : les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail, les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des lieux. Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des lieux de livraison. L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent. Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

Approvisionnement

Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantités des matériaux :

- La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches
- Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention...
- Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.

DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons) en sécurité

Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : DHOL en annexe IC.

Ce document sera transmis au Maître d'œuvre pour suivi.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Suivant nécessité des entreprises utilisatrices et implantation sur le PIC en fonction du planning MOE	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Camion auto-déchargeable	Suivant nécessité des entreprises utilisatrices et implantation sur le PIC en fonction du planning MOE	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Autres moyens	Suivant nécessite des entreprises utilisatrices et implantation sur le PIC en fonction du planning MOE	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

SANS OBJET (A priori)

Grue automotrice

Si utilisée:

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention écrite et contradictoire précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun.

- Fourniture des appareils de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice- Un chef de manœuvre appartenant à l'entreprise utilisatrice, connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage, est impérativement désigné.- L'opérateur doit refuser de manutentionner toute charge mal arrimée ou mal élinguée.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'œuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque entreprise utilisatrice

Lot chargé de l'entretien

Chaque entreprise utilisatrice

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Chaque entreprise doit faire état durant la période de préparation des espaces de stockage nécessaire à son intervention et leur dangerosité.	Local fermé sous cléConteneur étanche avec bac de rétention, système de récupération	A intégrer au PIC	Naturelle ou mécanique	Conformément aux fiches de données de sécurité (FDS)Respecter les règles incompatibilité entre produit, Stockageindépendant des autres matériaux, Procédure d'intervention en cas de déversement accidentel - fiche conduite à tenir, Respect de la procédure environnement - Loi sur l'eau, Étiquetage

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux non dangereux	Local fermé , Conteneur, à l'aire libre avec balisage	A intégrer au PIC	Naturelle ou mécanique	Balisage et entreposage sur aire carrosséePas de superposition de palettes

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier. Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit. L'entreprise chargée du Lot principal aura à sa charge le nettoyage de la voie d'accès, des circulations piétonnes extérieures et des voies publiques aux abords du chantier. Éventuellement celles-ci seront lavées et balayées avec des moyens appropriés.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Poste de travail et alentour direct	Permanent	Chaque personnel	Chaque en entreprise
Bennes sur roue	Suivant PIC	Rotation autant que nécessaire	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Bac	Base de vie pour ordures ménagères	Autant que nécessaire	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Bennes avec tri	A voir selon travaux d'évacuation et CCTP	A voir	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de défaillances, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sur simple constatation, sans préavis ni mise en demeure, pourra faire réaliser la prestation par une entreprise spécialisée aux frais et risque des entreprises présentes sur le chantier, au prorata du montant de leur marché.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
En cas de découverte Terre polluée selon diagnostic pollution	Pas d'information à ce stade	Selon préconisation du bureau d'étude spécialisé en zone balisée	Pas d'information à ce stade	Pas d'information à ce stade

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	A voir	Lot principal désigné	Faire permis de feu	Appliquer permis de feu

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention.

Protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms.

Dans le cas où une protection collective provisoire gêne ou empêche l'intervention d'une entreprise, toute dépose de la protection sans concertation auprès du maître d'œuvre ou de l'entreprise en charge de cette protection sera interdite. Des mesures compensatoires seront prises et précisées dans le PPSPS de l'entreprise intervenante en respectant les principes généraux de prévention.

Risques liés aux armatures et tubes en attente

L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	------------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de terre rapportée sur la zone de ses travaux • de réseaux ou canalisations enterrés • des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux <p>En cas de fouilles de plus de 1,30 mètres de profondeur et d'une largeur au fond inférieure au 2/3 de la hauteur, avec parois verticales ou sensiblement verticales :- soit blinder, soit taluter avec un angle de talus avec l'horizontal inférieur à 60%.- Vérifier régulièrement la bonne tenue du blindage.</p> <p>- Éloigner le plus possible la circulation de véhicules du bord de fouille.</p> <p>Pour des fouilles de moins de 1,30 mètre, il peut être nécessaire de poser un blindage selon :- le type de terrain (ex. : sable) ;- les conditions climatiques (pluie, gel, dégel) ;- l'état du terrain (fuite, inondation) ;- la proximité d'arbres, de murs, de voies de circulation- Éloigner le plus possible la circulation de véhicules du bord de fouille. Au moindre doute, ne pas hésiter à se retirer du site.</p>	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de terre rapportée sur la zone de ses travaux • de réseaux ou canalisations enterrés • des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux. <p>En cas de fouilles de plus de 1,30 mètres de profondeur et d'une largeur au fond inférieure au 2/3 de la hauteur, avec parois verticales ou sensiblement verticales :- soit blinder, soit taluter avec un angle de talus avec l'horizontal inférieur à 60%.- Vérifier régulièrement la bonne tenue du blindage.</p> <p>- Éloigner le plus possible la circulation de véhicules du bord de fouille.</p> <p>Pour des fouilles de moins de 1,30 mètre, il peut être nécessaire de poser un blindage selon :- le type de terrain (ex. : sable) ;- les conditions climatiques (pluie, gel, dégel) ;- l'état du terrain (fuite, inondation) ;- la proximité d'arbres, de murs, de voies de circulation- Éloigner le plus possible la circulation de véhicules du bord de fouille.Au moindre doute, ne pas hésiter à se retirer du site.</p>	Lot principal désigné	Lot principal désigné

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel. Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices). Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de

manutention mécanisés et de dispositif de travaux en hauteur. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'œuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages et de travaux en hauteur.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Groupe électrogène puissance définie par entreprise	Dès la phase de préparation	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :

- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.
- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).
- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)
- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.
- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.
- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.
- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Général de la poussière	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Aspiration à la source de l'émission de poussière Travail à l'humide	Lot concerné
Général un risque de chute d'objet	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Balisage du poste de travail ou de la zone concernée, Installation d'une protection rigide et efficace et adaptée type tunnel, Installation d'un moyen de récolte en cas de chute, Zone de levage balisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée.	Lot concerné
Général un risque de projection de matériaux / étincelles / matériaux incandescent	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec MOE	Poste de travail à l'écart de l'activité des autres corps d'état, Connaissance de la nature des matériaux en place, Installation d'une protection pare feu / pare flamme, Installation d'une paroi ou bâche spécifique, Extincteur adapté à proximité du poste de travail, Signalisation du poste de travail, Installation d'un balisage adapté.	Lot concerné
Risque d'ensevelissement	Entreprise responsable de tranchées ou fouilles	A élaborer dans le PPSPS de l'entreprise	Blindage	Lot concerné

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Ces travaux seront à préciser par chaque entreprise dans le PPSPS avec les mesures de prévention. Tout salarié appelé à intervenir sur des postes de travail doit impérativement avoir reçu de son employeur

l'information relative au risque et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

-Si présence d'eau , ou crues voir risques de noyade=> voir L'article R 4534-136 du Code du Travail

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot principal désigné	Confortements existants	A élaborer dans PPSPS	Respect des PGP
Fondations	Lot principal désigné	Fondations diverses (voir CCTP)	Sécurisation des talus/berges des différentes pistes supportant les machines de forage et gros engins => Voir étude géotechnique	Selon étude Géotechnique
Tranchées	Lot principal désigné	Terrassement mécanique Terrassement manuel à préciser dans le PPSPS	-Localisation et traçage des réseaux existantes-Absence de coactivité- Respecter des préconisations du géotechnicien -Si présence d'eau , risque de noyade=> voir L'article R 4534-136 du Code du Travail	Balisage de la zone d'intervention, Assurer la stabilité de l'élément ou de l'ouvrage. -équipement gilet de sauvetage etc..
Pose d'éléments préfabriqués	Lot principal avec son sous traitant	A définir	Selon mode opératoire sécurisé	Intervention à plusieurs (faire mode opératoire)
Travaux en hauteur	Toute entreprise concernée par exemple pose des enrochements	à préciser dans le PPSPS	Absence de coactivité Superposition de tâches interdite	Installation des protections collectives sur élément avant le levage ou en amont de l'opération Balisage de la zone d'intervention, Assurer la stabilité de l'élément ou de l'ouvrage, Pas d'homme sous la charge etc.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

DELIMITATION DU CHANTIER

Le chantier devra être rendu clos et indépendant, par une clôture de chantier ,des portails etc.

Toutefois la proximité de la N85 pourra produire des interférences.

Il conviendra d'être attentif à tout opération jouxtant le chantier afin de maîtriser tous les éléments liés à la sécurité (contrôle des flux/accès etc.)

Bruits de Chantier

Respect de la législation et des réglementations

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

–Arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits.

Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.

Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de l'entreprise, ils sont implicitement compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

Circulation

Obligation de maintenir en permanence la circulation automobile et piétonne à proximité du chantier sur l'ensemble des accès communs.

La sécurité et la continuité de la circulation des piétons doivent être assurées en permanence pendant toute la durée des travaux, quelle que soit l'heure. Toutes les dispositions seront prises pour prévoir et permettre l'accès immédiat des véhicules de secours et d'incendie pendant les plages horaires de l'entreprise.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Selon PIC		Portail cadenassé	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Bruit dû au chantier			Port des EPI adapté à la tâche réalisée		

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site	A discuter?concert er?	Pas de porosité entre le chantier et d'autres présences d'entreprises par ailleurs (à définir) Des accès à part doivent être étudiés pour que le personnel étranger au chantier ne puisse y pénétrer.	Communication entre tous les intervenants MO/MOE/entrep rises	TOUS/MOE/MO A	MOA/MOE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

A voir avec la MOE et l'entreprise choisie si des zones de préparation fixes ,telle la base de vie , dépendant de la durée de l'intervention au droit du chantier.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	A intégrer dans PIC	Avant le démarrage du chantier	Lot principal désigné
Desserte intérieure	A intégrer dans PIC	Avant le démarrage du chantier	Lot principal désigné
Eau potable	A intégrer dans PIC	Avant le démarrage du chantier	Lot principal désigné
Eau usées	A intégrer dans PIC	Avant le démarrage du chantier	Lot principal désigné
Eau pluviale	A intégrer dans PIC	Avant le démarrage du chantier	Lot principal désigné
Electricité	A intégrer dans PIC	Avant le démarrage du chantier	Lot principal désigné

5.2 CANTONNEMENTS

Chacun des lots est chargé des accès destinés aux personnels, aux véhicules, engin de chantier et des installations de base vie.

Plan d'installation de chantier

Chacun des lots soumettra au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

les emprises sur voiries les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)le bureau de chantierles magasins les aires de stockage ou de préfabricationle réseau d'alimentation électrique du chantierle réseau d'alimentation en eau du chantierles clôturesles accès chantier et les accès destinés aux personnels

de chantier Aire de stationnement les flux de piétons et d'engins différenciés le stockage des terres Aire de livraison Les entreprises devront indiquée au lot principal en phase préparation un estimatif de leurs effectif en pointe, le lot gros œuvre devra tenir compte des effectifs chantier tous les mois pour faire évoluer la base vie en fonction des besoins suivant le réglementation en vigueur voir tableau ci-dessous.

NOTA

Dans le cas où une l'entreprise est appelée à intervenir avant la nomination ou l'intervention d'un des lots, l'entreprise prendrait les dispositions adaptées pour :

sécuriser sa zone de travaux : mise en place des clôtures satisfaire la réglementation sur les conditions d'hygiène de son personnel sur le chantier : bungalow, bloc hygiène, approvisionnement en eau potable.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)	Selon PIC	Chauffage, Armoires vestiaires avec serrures ou cadenas, Bancs Surface au sol minimum de 1.35 m ² par personne Voir CCTP	Lot principal désigné	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Réfectoire	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne	Selon PIC	Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats ou chauffe-gamelles, Réfrigérateur Surface au sol minimum de 1.35 m ² par personne Voir CCTP	Lot principal désigné	Lot principal désigné	Lot principal désigné

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon PIC	Équipés de chaise d'eau et pourvus de papier hygienique, eau tempérée et sèche main, savon Voir CCTP Points d'eau tous les 30 mètres à proximité des bâtiments pour les besoins des entreprises bungalows pour femme indépendante de celui pour homme	Lot principal désigné	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Salle de réunion	20 personnes	Selon PIC	Chauffée avec table et chaises en nombre suffisant Voir CCTP	Lot principal désigné	Lot principal désigné	Lot principal désigné

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Lot principal

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
-------------	-------------------------------------	---------------------

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot principal désigné	Lot principal désigné

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Le PIC fera figurer les moyens d'accès aux secours suivant les zones de travaux.

Afin de ne pas perdre de temps en cas d'accident les voies d'accès aux différents postes devront être accessibles pour les secours.

6.1 ORGANISATION

Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.

Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Sur chaque compagnon(téléphone mobile)	En état de fonctionnement	Fiche en cas d'accident à aménager dans le cantonnement	Chaque lot
Point de rencontre	A identifier sur le PIC	Plan à transmettre aux services de secours du secteur	Lot principal désigné	Lot principal désigné
Secouriste	A minima 1 secouriste par entreprise présents sur le chantier	Les secouristes doivent être parfaitement connus et identifiables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.	Chaque lot	Chaque lot
Trousse de secours	Dans chaque véhicule	Rapprovisionnement de la pharmacie, Les entreprises utilisant des produits nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle-ci avant leur intervention	Chaque lot	Chaque lot

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Cantonnement (refectoire, vestiaires, salle de réunion)	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.	Signalétique sur la porte	Lot principal désigné
Extincteur chantier	Sur poste de travail	Les extincteurs resteront accessibles en permanence et seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne dépasseront pas la date de révision annuelle.	Lot concerné	Lot concerné

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Contenu du PPSPS conformément à la réglementation en vigueur :

Les renseignements généraux:

le nom et l'adresse du chantier le nom et l'adresse de l'entreprise les travaux à réaliser : désignation du chantier, nature du (ou des) lot(s) confié(s) à l'entreprise et description sommaire des travaux Coordonnées du MO / MOE / OPC... le personnel : nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux, évolution prévisible de l'effectif avec dates d'intervention Nom du responsable chargée de l'application du PPSPS sur chantier En cas de travaux spécifique les habilitations et formation. Carte d'identification professionnels les noms et les coordonnées des entreprises sous-traitantes connues. Informations sur l'environnement à proximité du chantier

Les secours :

les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades le nombre de collaborateurs sur le chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours le matériel médical existant sur le chantier les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, l'évacuation dans un établissement hospitalier de toute victime qui le nécessite. Personnes à contacter en cas d'accident, en dehors des secours Points de repères pour les secours

L'hygiène :

les mesures prises pour améliorer l'hygiène des personnes et la mise à disposition des locaux destinés au personnel conformément aux indications du PGC SPS (Plan général de coordination sécurité et protection de la santé) pour chacune des installations, l'indication de leur emplacement sur le chantier et la date de leur mise en service prévisible. Ces points sont prévus dans le PGC SPS établi par le coordonnateur SPS. Les mesures de prévention pour prévenir les risques générés par :

l'activité des autres entreprises, le chantier ou son environnement et l'analyse des risques liés à l'environnement (en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitations dangereuses riveraines commerce) l'activité de l'entreprise sur les autres intervenants l'activité de l'entreprise sur ses collaborateurs. Circulations dans le chantier Moyens de prévention mis en place EPC (équipement de protection collectif) EPI (équipement de protection individuelle) Evaluation des moyens à mettre en place concernant les risques liés aux opérations de déchargement des livraisons et d'approvisionnements des postes de travail.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.

- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

Les Berges de la Bléone

RN 85
04000 DIGNE LES BAINS

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: Digne les Bains
RUE : RN 85

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.42.37.09.80 .